

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 11 avril 1986

La séance est ouverte à 11 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES DES BANDES DU NORD DE L'ONTARIO

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, plusieurs chefs représentant six bandes indiennes nouvellement reconnues de la nation Nishnawbe-Aski, du nord de l'Ontario, sont venus à Ottawa cette semaine dans l'espoir d'obtenir l'assurance que le financement de leur programme d'immobilisations sera approuvé. Malgré l'appui que leur ont accordé divers députés de toutes allégeances ainsi que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Crombie), ils craignent pour leur cause, car le programme d'austérité du gouvernement pourrait susciter des obstacles qui les empêchent d'entreprendre, dans leurs collectivités éloignées, les travaux de rénovation et d'aménagement qui leur procureront les services essentiels que tant de Canadiens considèrent comme allant de soi.

Ces chefs empreints de dignité ne demandent pas l'aumône. Maintenant qu'on a reconnu leurs gouvernements, ils viennent pour affirmer les droits constitutionnels des autochtones. Le gouvernement ne peut ignorer que, malgré la période d'austérité actuelle, nous devons nous acquitter de nos obligations historiques et constitutionnelles envers les peuples autochtones.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN TOUCHANT LE POLYGONE D'ESSAI SITUÉ DANS L'ÎLE DE VANCOUVER

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, en dépit de lettres et de télégrammes adressés à son bureau depuis décembre dernier, le premier ministre n'a pas répondu aux requêtes formulées à la suite de la campagne en faveur de la transformation de Nanoose au sujet de la reconduction de l'accord canado-américain touchant le polygone d'essai situé à Nanoose, dans l'île de Vancouver. Le comité de la campagne pour la transformation veut savoir quelles modifications et quelles prolongations les Américains réclament dans l'accord actuellement en vigueur qui expire le lundi 14 avril prochain. De l'Atlantique au Pacifique, des milliers de Canadiens ont demandé au gouvernement de tenir une enquête

publique sur cette question et pourtant ce dernier a décidé de reconduire l'accord sans aucun apport public.

En dépit des requêtes réitérées pour obtenir des renseignements sur les avantages et les inconvénients du polygone d'essai pour le Canada, les Canadiens n'ont obtenu aucun renseignement au sujet des changements que réclament les Américains.

Je demande au gouvernement de faire une déclaration complète au sujet de ses intentions avant de signer...

M. le Président: A l'ordre. Soixante secondes.

* * *

L'ÉNERGIE

LES PRIX DE L'ESSENCE DANS LES RÉGIONS SEPTENTRIONALES

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, dans la plupart des grands centres des Territoires du Nord-Ouest, le prix de l'essence à la pompe est encore de 60c. à 70c. le litre, et peut être encore beaucoup plus élevé dans les localités éloignées. Il y a eu une certaine amélioration dans le sud des Territoires où s'exerce une certaine concurrence mais, dans la vallée du cours inférieur du Mackenzie, par exemple, où Esso jouit presque d'un monopole, les prix sont demeurés stationnaires à un peu moins de 70c. le litre.

Les consommateurs du Nord savent que l'administration territoriale prélève des taxes élevées et que le transport et l'entreposage de l'essence coûtent cher, mais ils n'en estiment pas moins qu'ils ne bénéficient pas pleinement des réductions du prix du brut. Les Canadiens du Nord devraient profiter de ces réductions au même titre que ceux du Sud.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

LES FEMMES—LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

Mme Lise Bourgault (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, le gouvernement actuel a démontré à maintes reprises son engagement visant à créer l'égalité pour les femmes dans la société canadienne. Il ne suffisait plus d'en parler, il fallait maintenant agir.

Le secteur de l'emploi est sans doute celui où les résultats des actions entreprises par le gouvernement touchant à l'égalité des chances sont les plus apparents.

Les données rendues publiques vendredi par Statistique Canada révèlent que le chômage chez les femmes a enregistré un recul considérable. A preuve, monsieur le Président, les